Document généré le 9 juil. 2025 06:38

Lien social et Politiques

Vieillesse et indigence. À propos des prémisses des historiens de la vieillesse au Canada
A Historiography of Destitution. Canadian Historians and Old Age
Vejez e indigencia. A propósito de las premisas de los historiadores de la vejez en el Canadá

Edgar-André Montigny

Numéro 38, automne 1997

Les jeunes visages du vieillissement

URI : https://id.erudit.org/iderudit/005193ar
DOI : https://doi.org/10.7202/005193ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Montigny, E.-A. (1997). Vieillesse et indigence. À propos des prémisses des historiens de la vieillesse au Canada. *Lien social et Politiques*, (38), 21–29. https://doi.org/10.7202/005193ar

Résumé de l'article

Les historiens canadiens ont à peu près exclusivement traité des personnes âgées dans le cadre de travaux sur des institutions du XIXe siècle (tels les «maisons d'industrie», où les pauvres étaient accueillis et mis au travail, et les hospices) ou sur le développement des systèmes de protection sociale au XXe siècle. Dans leurs textes, les vieux apparaissent comme des personnes sans ressources, dépendant des soins et de l'aide financière d'autrui. Si les historiens débattent de l'efficacité des mesures de soutien successives du dernier siècle et demi, ils sont peu nombreux à remettre en question le postulat selon lequel, avant la mise en place des pensions de vieillesse, la majorité des personnes âgées étaient pauvres au Canada. L'auteur analyse les raisons qui ont mis les pauvres au premier plan des travaux d'histoire et soutient qu'en leur consacrant toute leur attention, les historiens ont négligé la plus grande partie de la population âgée, qui n'était ni indigente ni dépendante. Ce faisant, ils ont faussé, sans doute involontairement, l'image que nous nous faisons des personnes âgées d'autrefois et de leur rôle au sein de la société canadienne.

© Lien social et Politiques, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Vieillesse et indigence. À propos des prémisses des historiens de la vieillesse au Canada

Edgar-André Montigny

Au milieu des années 1980, David Radcliffe a qualifié l'histoire de la vieillesse en Ontario et au Canada en général de « zone grise », mal défrichée par de trop rares travaux et publications. Mais « la vieillesse, précisait-il, est une catégorie nouvelle, qu'il faut étudier en se plongeant dans l'histoire passée afin de découvrir les éclairages qu'elle est susceptible de projeter sur le phénomène actuel du vieillissement » (Radcliffe, 1988). Plusieurs historiens canadiens ont suivi ce conseil et se sont penchés sur l'histoire des personnes âgées au Canada. Dans ce processus, beaucoup d'information utile a été mise au jour. Le champ de l'histoire du vieil âge s'est enrichi au point qu'on n'aurait plus raison d'affirmer que « l'étude du vieillissement en Ontario et au Canada, du point de vue de l'histoire, reste à faire » (Radcliffe, 1988 : 182).

Malheureusement, si le regain d'intérêt pour l'histoire de la vieillesse au Canada est encourageant et la qualité globale des textes sur ce sujet excellente, les publications historiques sur les personnes âgées au Canada souffrent d'un déséquilibre. Sauf exception, les historiens canadiens ont explicitement ou implicitement postulé que les gens âgés d'autrefois étaient presque tous pauvres et, lorsqu'ils se sont intéressés à eux, ont concentré leur attention sur l'existence des personnes physiquement ou financièrement dépendantes, méconnaissant dans l'ensemble celles qui étaient épargnées par la pauvreté. En conséquence, malgré l'attrait croissant qu'exerce l'histoire des personnes âgées, nous savons encore peu de chose sur les conditions de vie de celles qui n'ont pas eu besoin de secours. C'est là un oubli important si l'on songe que, à l'encontre du préjugé reflété dans la littérature historique, la plus grande partie de la population âgée n'a eu affaire ni aux institutions d'hébergement ni à l'assistance publique (Shola Orloff, 1993 : 96). Cette lacune des données historiques nous empêche de comprendre le passé, mais elle colore aussi notre regard sur le présent et l'appréciation que nous faisons des progrès accomplis par notre société dans la lutte contre les

Lien social et Politiques – RIAC, 38
Automne 1997

problèmes de pauvreté et de dépendance. Dans ce sens, la dernière décennie de publications historiques n'a pas éclairé la réalité actuelle du vieillissement autant que Radcliffe l'aurait souhaité.

Cet article présente un survol des travaux d'histoire consacrés aux personnes âgées au Canada, centré sur la période antérieure à l'avènement des pensions de vieillesse, en 1927. Le thème qui prédomine dans ces textes, soit le postulat que la plupart des personnes âgées d'autrefois étaient pauvres, sera analysé et confronté à des informations tirées du recensement canadien de 1901 et de divers documents financiers de la période étudiée. Nous ferons appel aux travaux de certains historiens américains pour montrer qu'il existe d'autres lectures possibles de l'histoire de la vieillesse. Notre but est de faire ressortir la nécessité que les historiens canadiens, au lieu de s'attarder seulement sur la pauvreté et l'indigence, envisagent la réalité de la vieillesse dans toute sa complexité et s'attellent à la tâche de donner du passé une image plus exacte et mieux équilibrée.

Au moment de l'intervention de Radcliffe, rares étaient les travaux publiés au Canada sur la vie de nos ancêtres âgés. Radcliffe lui-même n'en connaît que trois, ceux de Bryden (1974), de Synge (1980) et de MacPherson (1983). Mais ce dernier, note Radcliffe, n'apporte pas vraiment d'information sur le sujet, bien qu'il intitule l'un de ses chapitres « Perspectives historiques ». Par contre, Jane Synge livre, pour la première fois, une description détaillée de la vie des personnes âgées au Canada, basée sur des entrevues avec des aînés à qui elle a demandé comment les générations du tournant du siècle s'occupaient de leurs parents et de leurs grands-parents, pour connaître la vie quotidienne des personnes âgées à l'ère de l'industrialisation et de l'urbanisation du Canada.

Ce travail mis à part, les personnes âgées apparaissent comme figurants dans certains travaux de démographie historique et dans quelques études sur l'assistance sociale et le développement des pensions de vieillesse (voir par exemple Splane, 1965 : 88 ; Wallace, 1952 ; Beaher, 1981 ; Park et Wood, 1992 ; Gagan, 1981 ; Katz, 1975 ; Bryden, 1984 ; Myles, 1984 ; Deaton, 1989). Mises bout à bout, les informations retenues dans ces sources ne restituent qu'un fragment du tableau, une image incomplète, esquissée à traits grossiers, du sort des personnes âgées au Canada. De plus, elles concernent surtout l'Ontario, rarement le reste du Canada.

Il a fallu attendre la dernière décennie pour que les historiens poursuivent le travail de Synge en réalisant des recherches portant spécifiquement sur les personnes âgées. En moins de dix ans, plus d'une douzaine d'articles ont ainsi paru dans des revues d'histoire. La Canadian Historical Association a démontré à la fois l'intérêt grandissant et la qualité des études qu'inspire ce sujet lorsqu'elle a assuré la publication de trois articles sur l'histoire des personnes âgées issus des communications présentées lors de son colloque annuel de 1992 à Charlottetown (Snell, 1992 ; Stewart, 1992 ; Struthers, 1992). Grâce à l'intérêt pour le vieillissement, les historiens parlent plus souvent des personnes âgées lorsqu'ils abordent d'autres sujets ; ceux qui s'intéressent à l'assistance sociale et aux politique de retraite, par exemple, intègrent plus spontanément à leurs travaux des informations les concernant.

La plus grande partie des recherches sur la vieillesse ont visé à déterminer comment les personnes âgées étaient traitées par leur famille, les municipalités ou les institutions publiques. L'étude de Stormi Stewart (1992) sur la maison des pauvres[1] du comté de Wellington montre comment cette institution faisait partie des moyens dont les familles se servaient pour assurer la sécurité de leurs membres dépendants durant les périodes difficiles. James Struthers (1992, 1994), quant à lui, nous offre une étude des politiques de retraite qui, allant au-delà des déclarations, lois et calculs financiers des gouvernements, se penche sur la famille pour étudier l'effet des politiques de retraite sur sa capacité d'assurer un toit et des soins aux vieillards dépendants et sur l'autonomie des personnes âgées. Ces travaux ont contribué à dissiper l'impression que c'est l'abandon des personnes âgées par les familles qui a mené à leur prise en charge par les pouvoirs publics.

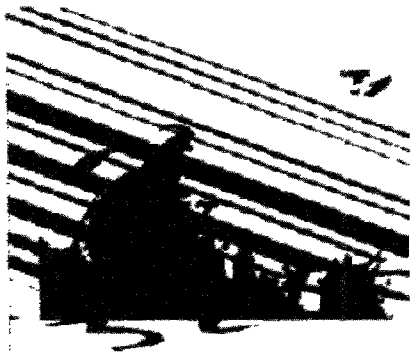
L'étude comparative d'Ann Shola Orloff (1993) sur les régimes de retraite britanniques, canadiens et américains de 1880 à 1940 apporte une autre contribution notable à cet effort pour mieux comprendre la dynamique du vieillissement au Canada, par une analyse détaillée des rapports entre personnes âgées, familles et État à la fin du XIXe siècle. En raison surtout de la rareté des recherches canadiennes sur ce thème, la partie du travail qui porte sur le Canada est moins détaillée que les parties consacrées à l'Angleterre et aux

États-Unis. Néanmoins, Orloff propose des interprétations très éclairantes des effets des politiques gouvernementales sur les personnes âgées et les familles. Traditionnellement, les vieux recevaient de l'aide des divers niveaux de gouvernement, en fonction de leurs besoins et de la plus ou moins grande pauvreté de leur famille. Dans les années 1890, les gouvernements nord-américains, par souci de diminuer leurs dépenses au titre de l'assistance sociale, ont commencé à refuser de soutenir les personnes âgées qui avaient de la parenté, en faisant valoir qu'il revenait aux familles et non à l'État de s'occuper d'elles. Ce faisant, ils ont imposé aux familles un fardeau financier et économique qu'un grand nombre n'étaient pas en mesure d'assumer. Selon Orloff, ces politiques ont engendré, pour beaucoup de gens âgés et de familles, une situation de crise qui a abouti à l'implantation des pensions de vieillesse, devenues nécessaires aux personnes les plus durement frappées par les efforts que déployaient les gouvernements pour réaliser ces idéaux de responsabilité familiale et d'austérité fiscale (Shola Orloff, 1993 : 152).

J'ai moi-même exploré le déploiement de ce processus en Ontario. Comme Orloff, je pense que, durant les dernières décennies du XIXe siècle, le gouvernement provincial a propagé la thèse de la nécessité de l'autosuffisance des personnes âgées et des familles (Montigny, 1997c, 1995). Il cherchait ainsi à la fois à justifier et à faire appuyer des politiques d'austérité fiscale visant à réduire les dépenses publiques occasionnées par certains services souvent utilisés par les personnes âgées dépendantes. Comme l'a montré Orloff, l'impact global de bon nombre de ces politiques a été de faire souffrir beaucoup de personnes âgées et de familles. Ce sont ces mesures, et non pas le fait de la vieillesse elle-même, qui ont engendré la pauvreté si souvent associée aux personnes âgées du siècle dernier.

Beaucoup d'historiens canadiens, toutefois, semblent penser que la pauvreté est inhérente à la vieillesse. Les études qu'ils consacrent aux personnes âgées portent à peu près exclusivement sur celles qui ont eu besoin des secours publics, vécu dans un établissement de soins ou reçu une certaine forme d'aide. D'une seule voix, ils affirment qu'au crépuscule de leur vie les Canadiens d'autrefois vivaient, à cause même de leur âge, « des années de dépendance économique et physique » (Struthers, 1994 : 51).

Comme le fait remarque Stewart, l'âge souvent avancé des personnes hébergées dans les maisons des pauvres a contribué à figer cette identification de la vieillesse à l'indigence. Synge (1980 : 135), de son côté, alimente le postulat fort répandu selon lequel les bouleversements économiques de la fin du XIXe siècle ont très durement frappé les personnes âgées. De même, dans l'entrée en matière d'un article intitulé « Filial Responsibility Laws », James Snell fait état de la préoccupation grandissante dont les personne âgées pauvres font l'objet au tournant du siècle. Tout au long de son article, il tient pour acquis que la plupart des personnes âgées avaient besoin d'un secours quelconque. Dans son livre intitulé *The Citizen's Wage* (1996), il présente une image plutôt positive de la situation économique des personnes âgées, affirmant que dans l'ensemble elles « n'étaient pas victimes de l'industrialisation » et que les indigents formaient « une part minime » de la population âgée (p. 6-7). Cependant, un peu plus haut, il affirme : « Étant donné la nature même de la vieillesse, les personnes âgées formaient un groupe relativement peu nombreux, mais surreprésenté chez les démunis : pauvres, malades et indigents » (p. 3).



Dans l'ensemble, ces recherches donnent l'impression que la pauvreté était au premier plan de la vie de la plupart des personnes âgées d'autrefois. À les lire, on est tenté, comme James Struthers, de croire qu'en Ontario ces dernières étaient souvent « dans une situation désespérée avant la mise en place des pensions de vieillesse » et que, par conséquent, « au début du vingtième siècle, la vieillesse était pour bon nombre de personnes âgées, sinon pour la plupart, un temps de pauvreté, d'insécurité économique et de marginalité » (Struthers, 1992 : 236).

Envisagés comme des études sur la pauvreté chez les personnes âgées, ces travaux sont tous dignes d'éloges. Le problème est qu'ils sont trompeurs, non à cause d'une information inexacte, mais parce que souvent leurs auteurs laissent croire qu'ils représentent exactement la situation de la majorité des personnes âgées au Canada. Si les historiens ont raison d'insister sur la précarité économique de la vieillesse, ils tendent à l'exagérer en mettant en lumière le sort des personnes âgées qui vivaient le plus d'incertitudes et d'épreuves. La pauvreté est affirmée avec tant de force que l'on ne cherche à peu près jamais à établir la véritable

proportion de pauvres chez les personnes âgées. La plupart des études ne font pas la preuve que leur information décrit la situation de l'ensemble plutôt que d'une fraction minime de la population âgée.

Durant la dernière décennie du XIXe siècle, par exemple, les vieillards vivant dans des établissements d'hébergement représentaient moins de trois pour cent de la population âgée (Montigny, 1994 : 363-364). Pourtant, presque tous les articles sur les personnes âgées parlent de cette fraction-là. Les historiens ont fait beaucoup moins de cas des 97 pour cent qui restent, si ce n'est, le cas échéant, pour parler de personnes qu'ils présumaient menacées du même sort.

Le manque d'objectivité des travaux d'histoire canadiens sur les personnes âgées est patent. Les études sur les établissements d'hébergement, par exemple, s'étendent sur la pauvreté des pensionnaires âgés mais ne tiennent pas compte du fait que, souvent, les femmes qui dirigeaient ces maisons et les bienfaiteurs qui les soutenaient financièrement étaient âgés également. La situation des personnes âgées pauvres est donnée pour représentative, tandis que celle des gens âgés riches est passée sous silence ou présentée comme exceptionnelle. S'il est vrai que les personnes âgées vivaient souvent avec un revenu limité, elles étaient nombreuses aussi dans les classes moyennes et aisées.

Les résultats préliminaires d'une étude du recensement canadien de 1901 témoignent d'une situation fort différente de celle qui se dégage de la plupart des ouvrages et articles d'histoire. La pauvreté, à coup sûr, n'était pas aussi répandue qu'on le postule habituellement. Ainsi, le revenu moyen déclaré par les hommes de plus de soixante ans était en fait supérieur au salaire industriel moyen déclaré par la population en général[2]. De même, loin de dépendre du revenu de leurs enfants, il apparaît que de nombreux chefs de ménage âgés soutenaient leurs enfants d'âge adulte qui ne gagnaient pas assez pour se suffire (Montigny, 1997a : 13-14). Il ne semble pas que les personnes âgées aient été particulièrement défavorisées financièrement, du moins par rapport à l'ensemble de la population, ni que la pauvreté existante ait été spécialement reliée à l'âge.

Les études centrées sur les personnes désavantagées et marginalisées ne tiennent pas compte non plus du fait que certaines personnes âgées jouissaient non seulement d'une richesse appréciable, mais aussi d'un pouvoir et d'une influence politiques et économiques considérables. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, de nombreux hommes âgés occupaient des postes clés dans les sphères politiques et judiciaires, comme membres de cabinets ministériels provinciaux ou fédéraux, juges à la Cour suprême du Canada, juges en chef des cours provinciales. Beaucoup de hauts fonctionnaires avaient plus de soixante ans. Des hommes âgés étaient aussi huissiers, officiers d'état civil, fonctionnaires municipaux. Un certain nombre d'hommes de loi en vue du pays étaient âgés, de même que de nombreux hommes d'affaires influents. David Burley a montré que durant les dernières décennies du XIXe siècle, la richesse était concentrée dans les mains d'hommes d'affaires âgés et que plus du tiers des hommes d'affaires de plus de soixante ans comptaient parmi les 20 pour cent d'hommes les plus riches de la population masculine couverte par son étude. À l'encontre du point de vue qui sous-tend la plupart des études, Burley conclut qu'en 1880, au moins chez les hommes d'affaires, âge avancé et richesse étaient devenus synonymes (Burley, 1994 : 166).

Or il est rarement question de ces Canadiens âgés, riches et influents dans les études sur les personnes âgées. Membres des classes dirigeantes, il leur manque la qualité de pauvres pour être comptés dans la population âgée. Mais bien que minoritaires, ils ne sont pas moins représentatifs de leur génération que les trois pour cent de vieux qui vivaient dans les institutions d'hébergement. En soulignant les conditions de vie des plus pauvres et en oubliant celles des plus riches, les historiens n'ont réussi qu'à produire un portrait tronqué de la vieillesse.

La préoccupation pour les pauvres est compréhensible. L'explication la plus évidente est la nature des sources d'information disponibles. Les documents les plus nombreux et les plus accessibles pour la période qui précède la mise en place des pensions de vieillesse sont des rapports gouvernementaux, des archives d'établissements publics et des articles de journal commentant les problèmes liés au vieillissement. Il est évident que les historiens se sont beaucoup fiés aux documents gouvernementaux et institutionnels. Si l'on excepte les entrevues sur le vif de Jane Synge, presque tous les articles sur les personnes âgées au Canada s'en inspirent.

Or ces sources sont centrées sur les pauvres. Les archives provenant des « maisons d'industrie », des asiles d'aliénés et des hospices pour vieillards livrent des informations sur la fraction la plus dépendante, la plus malade et la plus démunie de la population en général et de la population âgée en particulier. Ces personnes en extrême difficulté monopolisaient l'attention des fonctionnaires : de celles qui étaient à l'abri de l'indigence, il est rarement question dans ces documents. Suzanne Morton y voit le signe d'un début de prise de conscience à l'égard de la pauvreté croissante des personnes âgées (Morton, 1995 : 54).

Comme le fait remarquer Ann Shola Orloff, les gouvernements occidentaux de la fin du XIXe siècle avaient intérêt à rendre la pauvreté visible et à exagérer le fardeau que représentaient les personnes âgées pour le trésor public, afin de susciter des appuis envers des politiques d'austérité budgétaire qui tendaient à cibler des groupes comme les personnes âgées pauvres. Si valables que soient les sources officielles, donc, il est manifeste qu'elles existaient dans un but précis. Sans être forcément erronées, les données qui y figurent peuvent être présentées de manière à attirer l'attention sur certains faits et à en occulter d'autres. Promouvoir l'idée que les termes « vieux » et « pauvre » sont synonymes servait la cause des gouvernements.

C'était là une pratique courante. Selon Stephen Katz, depuis le milieu du XIXe siècle, les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique du Nord ont tendu à définir les personnes âgées comme une clientèle vulnérable. Les rapports officiels ont parlé d'elles en termes de besoins à combler et de fardeau à assumer. De la sorte, vieillesse est effectivement devenu synonyme de pauvreté, puisque seuls les pauvres étaient inclus dans la catégorie des vieux (Katz, 1992 : 212).

Tout en paraissant conscients de cette difficulté, les historiens canadiens ont été peu nombreux à essayer de la contourner en exploitant des sources non gouvernementales. Pourtant, lorsque l'on confronte les énoncés officiels sur les personnes âgées à l'information tirée d'autres sources (journaux intimes, correspondance, archives de successions ou données de recensement), il devient clair que les documents gouvernementaux peuvent induire en erreur. Par exemple, quoi qu'en disent les fonctionnaires, les taux d'institutionnalisation n'augmentent pas entre 1880 et 1901 chez les personnes âgées (Montigny, 1997c : chapitre 6). Les sources non gouvernementales ne corroborent pas non plus les déclarations officielles voulant que les familles aient abandonné leurs membres âgés et refusé de s'occuper d'eux (voir par exemple Stewart, 1992 ; Synge, 1980 ; Snell, 1996 : chapitre 3 ; Morton, 1995 : chapitre 3 ; Montigny, 1995 ou 1994).

Mais rares sont les historiens canadiens qui se sont arrêtés à ces divergences. La plupart se sont montrés tout disposés à croire les fonctionnaires et les directeurs d'établissements sur parole, sans tenter de vérifier la justesse de leurs dires. Ce faisant, ils ont contribué à perpétuer les préjugés et les demi-vérités des documents gouvernementaux plutôt qu'à lever le voile sur la véritable situation des personnes âgées. Surtout, ils ont imité la tendance du gouvernement à ne définir comme âgées que les personnes pauvres. Ainsi, la pauvreté est bel et bien devenue le trait dominant de l'histoire de cette population, car les personnes âgées épargnées par la pauvreté ou n'apparaissant pas de quelque façon comme un fardeau pour l'État ou pour leur famille ont été

exclues de la catégorie des personnes dites « âgées ».

L'histoire n'est pas seule en cause. En sciences sociales, la recherche actuelle contribue puissamment à accréditer l'idée fort répandue que les personnes âgées constituent un groupe très dépendant et sont un fardeau pour les générations plus jeunes. Comme le soulignent Sara Arber et Jay Ginn (1991 : 260), les chercheurs de ces disciplines méconnaissent les personnes âgées ; quand ils en parlent, c'est pour rappeler la charge qu'elles représentent pour leurs concitoyens. Souvent, la littérature sociologique sur la famille voit seulement en elles une contrainte qui pèse sur les relations intergénérationnelles. Les chercheurs féministes ne leur font allusion que pour répéter que le soin des personnes âgées est un fardeau assumé surtout par les femmes. Les études sur les politiques sociales, enfin, les traitent comme des assistés sociaux, une « clientèle » en quête de prestations que l'on souhaiterait plus généreuses (Arber et Ginn, 1991 : 267).

Les historiens canadiens semblent s'être laissé influencer par ce courant de littérature. Tout se passe comme si, endossant les représentations populaires actuelles où la population âgée apparaît comme dépendante et marginale, ils

s'étaient tournés vers le passé pour trouver des précédents à cette situation. Ils ont lu dans les sources les plus disponibles que les personnes âgées étaient en effet une minorité impuissante frappée par la pauvreté, et ils ont cru que c'était vrai, parce que cela confirmait leur opinion.

Il est possible également que les historiens qui consacrent leurs travaux à la vieillesse soient à l'affût de la pauvreté chez les personnes âgées. L'histoire de la vieillesse s'est développée au sein de l'histoire sociale, dont l'un des principaux objectifs était de tirer les populations obscures, marginales et dépossédées des limbes où les laissait végéter l'histoire traditionnelle. Les pauvres et la classe laborieuse sont ainsi devenus le sujet d'étude de nombreux historiens de cette mouvance. À mesure que l'histoire sociale a gagné en importance, l'étude des grands et des puissants, frappée de suspicion, a paru démodée. Il en est, sans doute, résulté un rééquilibrage des connaissances dans des champs où l'on savait beaucoup sur les gens riches et célèbres et trop peu sur les gens ordinaires et anonymes, mais un déséquilibre en ce qui concerne les personnes âgées. Puisque les classes dirigeantes quittaient l'avant-scène et que les pauvres prenaient la vedette, il n'est pas impossible que l'intérêt de l'histoire sociale pour les personnes âgées ait été alimenté par leur statut de victimes privilégiées de la pauvreté, qui faisait d'elles un objet de recherche tout indiqué. Les historiens américains ont obéi à cette logique, puis se sont mis à douter du postulat de la pauvreté des vieux. Aux États-Unis comme au Canada, les documents publics et les archives institutionnelles sont les sources les plus accessibles d'information sur les personnes âgées, de sorte qu'en histoire la plus grande partie de la littérature sur la vieillesse a porté sur les personnes pauvres ou hébergées. Quelques chercheurs, cependant, tels Brian Gratton, Francis Rotundo, Roger Ramson, Richard Sutch et Cheryl Elman, ont entrepris d'exploiter de nouvelles sources : documents des institutions financières, données de recensement et dossiers d'entreprises, afin de nuancer l'image livrée par les documents gouvernementaux en général.

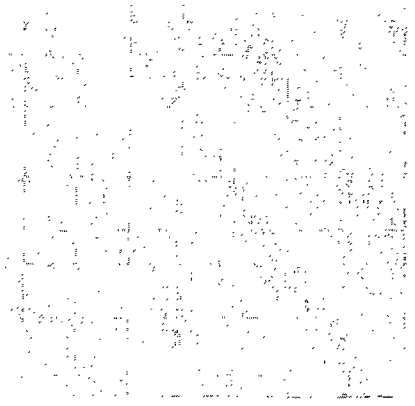
Brian Gratton et Francis Rotundo (1991) ont découvert dans des archives d'institutions financières la preuve que beaucoup de personnes âgées avaient des économies substantielles. Au lieu d'appauvrir massivement les vieux, soutiennent-ils, l'industrialisation a suscité une croissance économique qui a eu des « effets très positifs » pour bon nombre d'entre eux (Gratton et Rotundo, 1991 : 355). La mise en commun du revenu des grands enfants restés au foyer permettait souvent, non seulement de faire face aux dépenses ordinaires de la vie, mais de dégager un surplus grâce auquel les parents pouvaient épargner pour leurs vieux jours.

Les travaux de Ramson et Sutch sur la retraite démentent l'affirmation selon laquelle, en vieillissant, les gens continuaient, par manque de ressources, à travailler jusqu'à ce que la maladie les prive de leur gagne-pain et les acule à la pauvreté. En réétudiant diverses données de recensement, ils ont découvert que la retraite était chose beaucoup plus courante qu'on ne l'avait cru (Ramson et Sutch, 1986, 1988). Ils corroborent ainsi les affirmations de Gratton, qui prétend que les vieux n'avaient pas seulement leur salaire pour vivre.

De son côté Cheryl Elman, à l'aide de données tirées des recensement et d'archives de maisons d'enseignement, a montré que, loin d'alourdir le fardeau économique des générations plus jeunes, la présence d'une personne âgée, même incapable de partager les dépenses, était profitable. Les vieux, en rendant des services, permettaient aux autres membres de la famille d'aller s'instruire ou travailler et d'améliorer le sort du ménage. Elman signale d'ailleurs que si les enfants accueillaient souvent chez eux leurs parents dans le besoin, les parents en faisaient autant pour leurs filles devenues veuves, leurs petits-enfants orphelins ou les membres de leur famille touchés par le chômage (Elman, 1993). Ces chercheurs, donc, ont constitué un corps de données qui contredit les images de pauvreté et de dépendance colportées dans toute l'histoire de la vieillesse aux États-Unis.

Ces résultats ne font pas de la précarité économique de la vieillesse une idée fausse, mais ils montrent à coup sûr que la pauvreté n'était pas le lot de tous les vieillards. Au siècle dernier, une minorité importante semble avoir joui d'une existence assez confortable. Il ne s'agit pas de nier les faits, mais de bien voir qu'en mettant tout l'accent sur la pauvreté, les chercheurs méconnaissent la complexité et l'hétérogénéité de la population âgée d'autrefois.

Dans beaucoup de textes, les personnes âgées sont en effet traitées comme une population homogène, unie par l'âge et la pauvreté. Les historiens canadiens en recon-



naissent pourtant la diversité quand il est question de différences fondées sur le sexe ou le lieu de résidence (voir Cook, 1989; Strong-Boag, 1988; Snell, 1994, 1993a, 1993b). Mais, postulant que la plupart des personnes âgées étaient pauvres, ils n'ont pas eu le réflexe de rechercher les aspects économiques de cette diversité.

Presque tous ont délaissé le thème des classes sociales et rares sont ceux qui font allusion aux différences de classe à propos des personnes âgées. Nous savons beaucoup sur la classe ouvrière, bien peu sur la vie des membres âgés des classes moyennes et supérieures (Montigny, 1997d), comme s'ils n'étaient pas assez nombreux pour mériter notre attention. La signification du phénomène des classes au sein de la population âgée n'a donc pas été étudiée. Or, les travaux menés dans d'autres domaines ont montré que les distinctions de classe pouvaient jouer un rôle clé dans la dynamique interne des populations minoritaires ou marginales.

Elles auraient pesé, selon certains historiens de la condition féminine, sur la montée du mouvement féministe, sur l'évolution des conceptions de la maternité et des politiques d'assistance sociale. Souvent, les femmes des classes supérieures ont contribué à établir les normes de conduite qui devaient s'appliquer aux femmes. Mais, note Linda Gordon (1994), ces règles conçues pour les femmes des classes ouvrières n'étaient pas nécessairement suivies par leurs promotrices.

Faute d'avoir étudié la signification des classes sociales chez les personnes âgées, nous ignorons si de tels mécanismes ont opéré dans leur cas. Les membres âgés des classes dirigeantes dictaient-ils leur comportement aux vieillards moins fortunés? Les aînés des classes moyennes et supérieures témoignaient-ils de la sympathie aux pauvres de leur génération? Nous ne savons pas si les divers segments de la population âgée étaient unis par un sentiment d'appartenance quelconque. Personne n'a essayé de mesurer l'influence des opinions et des faits et gestes des personnes âgées qui occupaient le haut de l'échelle sociale sur leurs concitoyens démunis. Les riches se servaient-ils de leur influence politique et économique pour aider les pauvres? Ils semblent bien avoir été conscients de certaines situations pénibles, et on sait que des dames de la haute société œuvraient au sein d'organisations charitables jusqu'à un âge avancé. Quel en était le résultat : cela reste à déterminer. De toute évidence, les classes sociales sont un aspect beaucoup trop important de la problématique pour être laissé de côté.

L'attention trop exclusive accordée à la population âgée indigente n'a pas seulement déformé notre perception de la vieillesse d'autrefois; elle influence aussi l'appréciation que nous portons sur nos mesures sociales. Quand nous comparons le présent à ce passé que nous imaginons, nous éprouvons de la fierté à l'idée qu'à notre époque les politiques d'assistance épargnent à une population âgée dépendante et le plus souvent très pauvre une existence de misère et d'épreuves. Certains vont jusqu'à dire que les programmes sociaux actuels enrichissent les personnes âgées. Aucune de ces impressions n'est juste, car la comparaison entre la situation présente des personnes âgées et l'existence qu'elles menaient avant l'avènement des pensions de vieillesse est mal engagée.

Nous ne pouvons pas, en effet, mettre l'une en parallèle avec l'autre parce que nous sommes trop peu renseignés sur les personnes âgées d'il y a cent ans. Nous avons beaucoup de connaissances sur les membres les plus pauvres de cette population mais ignorons presque tout des plus fortunés. En conséquence, c'est un savoir limité à un sous-ensemble pauvre et représentant une faible proportion des générations antérieures que nous mettons en balance avec notre information sur l'ensemble de la population âgée actuelle. Nous risquons fort de surestimer le rôle de nos programmes sociaux dans l'élimination de la pauvreté chez les personnes âgées. À postuler que presque tous les vieux étaient pauvres avant la mise en place du régime de pensions, alors qu'aujourd'hui seulement vingt pour cent sont dans ce cas (Statistique Canada, 1995), nous nous donnons l'air de revenir de loin. Mais en prenant conscience que, selon les données du recensement, moins de quarante pour cent des personnes âgées étaient pauvres en 1901 (Montigny, 1997b), nous trouvons nos progrès moins spectaculaires.

Tant que le visage complexe de la population âgée d'autrefois n'aura pas été suffisamment mis en lumière, les questions soulevées ici resteront sans réponse. Nos idées sur la dépendance du vieil âge et sur le fardeau qu'il représente demeureront incontestées. À l'heure où les critiques s'abattent

sur les programmes sociaux, notamment sur les politiques de soutien aux personnes âgées, les historiens doivent à tout prix faire appel à leur connaissance du passé pour contester les idées reçues qui empoisonnent le débat.

La première décennie de recherches sur l'histoire de la vieillesse au Canada fournit d'excellents points d'appui aux études à venir. Lorsque les historiens ont entrepris de dégager les grandes lignes de cette histoire, il leur fallait avant tout réunir des sources et des informations. Ils en ont maintenant suffisamment pour passer à l'analyse. Ils devront scruter leurs données d'un œil plus critique, passer au crible leurs sources et les affirmations des fonctionnaires et des gestionnaires d'établissements. Au lieu de se borner à accumuler des données sur les personnes âgées qui vont dans le sens des idées reçues, ils ont le devoir de critiquer et de mettre en doute ces représentations répandues dans le grand public, d'en trouver l'origine et d'en vérifier le bien-fondé. Surtout, les historiens doivent tourner leur attention, monopolisée jusqu'ici par les démunis, vers l'ensemble de la population âgée d'autrefois : en faisant ressortir tous les aspects économiques et sociaux de son existence, ils rendront justice à sa complexité. Ils nous aideront ainsi non seulement à mieux comprendre notre histoire, mais à participer aux débats actuels sur le vieillissement de la population et sur l'avenir des programmes sociaux au Canada.

Edgar-André Montigny
Trent University
Peterborough[3]

Notes

[1] Littéralement : *house of industry*. Dans les « maisons d'industrie », les pauvres étaient à la fois hébergés et mis au travail. NDLT.

[2] À propos du salaire industriel moyen en 1901, voir Sager et Baskerville, 1995 ; pour une comparaison avec le salaire des travailleurs âgés, voir Montigny, 1997a : 6.

[3] Version française : Johanne Archambault.

Bibliographie

ARBER, Sara, et Jay GINN. 1991. « The Invisibility of Age : Gender and Class in Later Life », *The Sociological Review*, 39, 2 (mai) : 260-291.

BEAHER, Rainer. 1981. « Paupers and Poor Relief in Upper Canada », *Historical Papers* : 57-80.

BRYDEN, Kenneth. 1974. *Old Age Pensions and Policy Making in Canada*. Montréal, McGill-Queen's University Press.

BRYDEN, Kenneth. 1984. *Old Age Pensions and Policy Making in Canada*. Montréal, McGill-Queen's University Press.

BURLEY, David, 1994. *A Particular Condition in Life : Self-Employment and Social Mobility in Mid-Victorian Brantford, Ontario*. Montréal, McGill-Queen's University Press.

COOK, Sharon. 1989. « A Quiet Place... to Die : Ottawa's first Protestant Old Age Homes for Women and Men », *Ontario History*, 81, 1 (mars) : 25-41.

DEATON, Richard. 1989. *The Political Economy of Pensions : Power, Politics and Social Change in Canada, Britain and the United States*. Vancouver, University of British Columbia Press.

ELMAN, Cheryl. 1993. « Turn-of-the-century Dependence and Interdependence : Roles of Teens in the Families of the Aged », *Journal of Family History*, 18, 1 (hiver) : 65-85.

ELMAN, Cheryl. 1996. « Old Age, Economic Activity and Living Arrangements in the Early Twentieth Century United States », *Social Science History*, 10, 3 (automne) : 439-468.

GAGAN, David. 1981. *Hopeful Travelers : Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada West*. Toronto, University of Toronto Press.

GORDON, Linda. 1994. *Pitied but Not Entitled : Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935*. Cambridge, Mass., Harvard University Press.

GRATTON, Brian, et F. ROTUNDO. 1991. « Industrialization, the Family Economy and the Economic Status of the American Elderly », *Social Science History*, 15 : 337-362.

KATZ, Michael. 1975. *The People of Hamilton, Canada West : Family and Class in a Mid-Nineteenth-Century City*. Cambridge, Mass., Harvard University Press.

KATZ, Stephen. 1992. « Alarmist Demography : Power, Knowledge and the Elderly Population », *Journal of Aging Studies*, 6, 3 (automne) : 203-225.

MACPHERSON, Brian. 1983. *Aging as a Social Process : An Introduction to Individual and Population Aging*. Toronto, Butterworths.

MONTIGNY, Edgar-André. 1994. « The Decline in Family Care for the Aged in Nineteenth-century Ontario : Fact or Fiction ? », *Canadian Bulletin of Medical History*, 11 : 357-373.

MONTIGNY, Edgar-André. 1995. « « Foisted upon the Government » : Institutions and the Impact of Public Policy upon the Aged. The Elderly Patients of the Rockwood Asylum, 1866-1906 », *Journal of Social History*, 28, 4 (juin) : 819-836.

MONTIGNY, Edgar-André. 1997a. *The Elderly and Inter-generational Support, Canada 1901*. Communication présentée à la « Third Carleton Conference on the History of the Family », Ottawa, mai.

MONTIGNY, Edgar-André. 1997b. *The Financial Circumstances of the Aged in Turn-of-the-Century Canada*. Communication présentée devant la Georgia Association of Historians, Atlanta, GA, avril.

MONTIGNY, Edgar-André. 1997c. *Foisted Upon the Government ? State Responsibilities, Family Obligations and the Care of the Dependent Aged in Late Nineteenth Century Ontario*. Montréal, McGill-Queen's University Press.

MONTIGNY, Edgar-André. 1997d. « Ornamental non-entities ? Aging Women, Historians and the Writings of Ellen Osler and Wilmot Cumberland », *Aging and Society* (été).

MORTON, Suzanne. 1995. *Ideal Surroundings : Domestic Life in a Working Class Suburb in the 1920's*. Toronto, University of Toronto Press.

MYLES, John. 1984. *Old Age in the Welfare State : The Political Economy of Public Pensions*. Boston, Brown and Little.

ORLOFF, Ann Shola. 1993. *The Politics of Pensions : A Comparative Analysis of Britain, Canada and the United States, 1880-1940*. Madison, University of Wisconsin Press.

PARK, D., et J. WOOD. 1992. « Poor-relief and the County House of Refuge System in Ontario, 1880-1911 », *Journal of Historical Geography*, 18, 4 (octobre) : 439-455.

RADCLIFFE, David. 1988. « Growing Old in Ontario : a Grey Area », dans David GAGAN et Rosemary GAGAN, éd. *New Directions for the Study of Ontario's Past : Papers of the 1984 Bicentennial Conference on the History of Ontario*. Hamilton, McMaster University Press : 179-186.

RAMSON, Roger, et Richard SUTCH. 1986. « The Labour of older Americans : Retirement of Men on and off the Job, 1870-1937 », *Journal of Economic History*, 46 : 1-30.

RAMSON, Roger, et Richard SUTCH. 1988. « The Decline of Retirement in the Years before Social Security : United States Retirement Patterns, 1870-1940 », dans R. CAMPBELL et E. LAZEAR, éd. *Issues in Contemporary Retirement*. Stanford, CA, Hoover Institute Press : 3-37.

SAGER, Eric, et Peter BASKERVILLE. 1995. « Locating the Workforce : The 1901 Census of Canada », *Histoire sociale/Social History*, 27, 56 (novembre) : 521-539.

SNELL, James G. 1992. « Maintenance Agreements for the Elderly : Canada, 1900-1951 », *Journal of the Canadian Historical Association*.

SNELL, James. 1993a. « The Newfoundland Old Age Pension Programme, 1911-1949 », *Acadiensis*, 23, 1 (automne) : 86-109.

SNELL, James. 1993b. « The Gendered Construction of Elderly Marriage, 1900-1950 », *Canadian Journal on Aging*, décembre.

SNELL, James. 1994. « The First Grey Lobby : The Old Age Pensioner's Organization of British Columbia, 1932-1951 », *B. C. Studies*, 102 (été) : 3-29.

SNELL, James. 1996. *The Citizen's Wage : The State and the Elderly in Canada, 1900-1951*. Toronto, University of Toronto Press.

SPLANE, Richard. 1965. *Social Welfare in Ontario, 1791-1893 : A Study of Public Welfare Administration*.Toronto, University of Toronto Press.

STATISTICS CANADA. 1995. Statistics Canada Reference Service, Census of Canada, Statistical Reports.

STEWART, Stormi. 1992. « The Elderly Poor in Rural Ontario : The Inmates of the Wellington County House of Industry, 1877-1907 », *Journal of the Canadian Historical Association*, 3 : 217-234.

STRONG-BOAG, Veronica. 1988. *The New Day Recalled : The Lives of Girls and Women in English Canada, 1919-1939*. Markham, Ontario, Penguin Books, chapitre 6 : « Getting old : forty and beyond ».

STRUTHERS, James. 1992. « Regulating the Elderly : Old Age Pensions in the Formation of a Pension Bureaucracy in Ontario, 1929-1945 », *Journal of the Canadian Historical Association*.

STRUTHERS, James. 1994. *The Limits of Affluence : Welfare in Ontario, 1920-1970*. Toronto, University of Toronto Press, chapitre 2 : « Regulating the elderly ».

SYNGE, Jane. 1980. « Work and Family Support Patterns of the Aged in the Early Twentieth Century », dans Victor MARSHALL, éd. *Aging in Canada*. Toronto : 136-146.

WALKER, Allan. 1980. « The Social Creation of Poverty and Dependency in Old Age », *Journal of Social Policy*, 9 : 45-75.

WALLACE, Elizabeth. 1952. « Old Age Security in Canada », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 18 : 125-134.